

**Autorisation d'installation
d'un échafaudage**

Mairie de **CHINON**

Rue Marceau

N° 2023 - 139

ARRÊTÉ TEMPORAIRE

Le Maire de la Ville de CHINON,

Vu, le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2211-1 et suivants,

Vu, le Code de la Route,

Vu, le Code Pénal,

Vu, le Code de la Voirie Routière,

Vu, le Code Général de la Propriété des personnes publiques,

Vu, l'Arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété, relatif à la circulation routière,

Vu, le règlement sanitaire départemental, notamment l'article 96,

Vu, le règlement de voirie de la Ville de chinon du 24 juin 2021,

Vu, la délibération des tarifs municipaux pour l'année 2023 en date du 13 décembre 2022, valide jusqu'au 31 mars 2023,

Considérant, que les tarifs municipaux seront modifiés lors du vote du budget primitif 2023, ils seront applicables à compter du 1^{er} avril 2023,

Considérant, la demande en date du 28 février 2023 présentée par l'entreprise **SARL FLAMENT** – 23 rue Gustave Eiffel – 37420 Avoine.

Considérant, que des travaux de ravalement de façade, **10 rue Marceau**, nécessitent l'installation d'un échafaudage.

ARRÊTE

Article 1 : En raison de travaux de ravalement de façade, l'entreprise **SARL FLAMENT** est autorisée à installer un **échafaudage de 12 ml** sur le domaine public au **10 rue Marceau**, **du 03 avril 2023 à 08 h 00 au 03 mai 2023 à 18 h 00.**

Les occupants des garages en face de l'échafaudage devront être informés qu'il n'y aura pas d'accès le temps des travaux.

Article 2 : L'entreprise chargée des travaux devra s'assurer à tout moment que l'installation de cet échafaudage ne peut compromettre la sécurité des usagers et notamment celle des usagers piétons.

Article 3 : En fonction de la particularité de l'implantation de l'échafaudage, la sécurité des piétons sera assurée par un dispositif de signalisation et de barrières ainsi que d'éclairage de la structure.

Article 4 : L'entreprise devra prendre toutes dispositions pour éviter la propagation de poussières dans l'atmosphère en mettant en place une protection par voilage ou bâche.

Article 5 : Tout stationnement dans la zone des travaux sera considéré comme gênant en référence à l'article R.417-10-2-al.10 du Code de la Route à l'exception des véhicules de chantier nécessaires à l'exécution des travaux.

Article 6 : La fourniture et la mise en place de la signalisation nécessaire à la présente réglementation sera effectuée par le pétitionnaire 72 heures avant le début des travaux.

Article 7 : La présente autorisation est subordonnée à l'acquittement d'une taxe d'installation d'échafaudage d'un montant de 56,16 € (1.17 € le mètre linéaire par semaine).

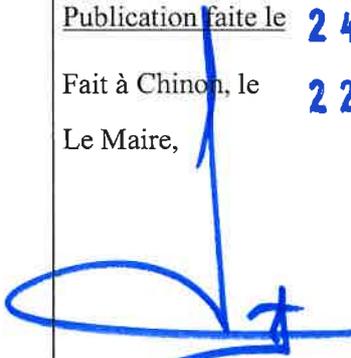
Article 8 : La fourniture, la mise en place, l'entretien, l'enlèvement des barrières et panneaux incomberont entièrement à l'entreprise chargée des travaux.

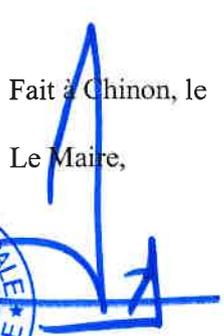
Article 9 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la ville de Chinon ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif d'Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> ».

Article 10 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Chinon, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Monsieur le Chef de service de la Police Municipale Intercommunale, L'entreprise chargée des travaux, Madame la Gestionnaire du Domaine Public, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur des Services Techniques communs de la CCCVL.

Certifié exécutoire par :

Publication faite le	24 MARS 2023	
Fait à Chinon, le	22 MARS 2023	Fait à Chinon, le 22 MARS 2023
Le Maire,		Le Maire,


Jean-Luc DUPONT



Jean-Luc DUPONT